



Assemblée Générale

AMBOISE

Du 19 au 21 mai 2017

# RAPPORT MORAL

2016

## Contribuer à frayer les chemins vers le monde de Demain

Portée par la volonté de résistance exprimée avec force et clarté lors de l'Assemblée Générale de Nantes en mai 2016, la Fédération Française Pour l'UNESCO, grâce au soutien résolu de ses Clubs, Associations, Centres et Territoires, s'est mobilisée tout au long de cette année militante qui s'achève, pour défendre pied à pied, sa dignité, son histoire, sa place et son rôle dans le paysage associatif en France, en Europe comme dans le Monde. Elle a su développer une riposte ferme pour tenter d'enrayer l'élan destructeur de ceux qui avaient parié de s'appropriier et d'utiliser à leur guise son riche et très convoité héritage, tout en restant constamment ouverte au dialogue pour sortir de ce conflit insensé.

Mais si elle était prise et analysée isolément, notre belle œuvre de résistance citoyenne perdrait tout son sens et toute sa portée historique.

Il convient, avant d'en tirer tous les enseignements, de la replacer dans le contexte plus global de notre monde, dans la gravité de l'heure.

La crise multiforme qui tenaille le monde actuel, et qui laisse planer les risques d'un recul civilisationnel sans précédent pour notre humanité, a été dépeinte avec justesse de mille manières par des penseurs et des analystes de divers horizons philosophiques et politiques.

Pour notre part, nous voulons ici nous attarder sur les dimensions de cette crise qui remettent dangereusement en cause les acquis essentiels (arrachés de haute lutte), sur lesquels s'est bâti progressivement le corpus actuel de la culture de la paix.

Investie au lendemain des affres de la seconde guerre mondiale de l'énorme responsabilité de sauvegarder et de renforcer les liens de coexistence et d'interdépendance entre les peuples, et entre les Etats, l'UNESCO souffre aujourd'hui, ce qui pourrait compromettre à brève échéance et durablement sa capacité à assumer son rôle de sentinelle vigilante des valeurs universelles chèrement conquises, et de Chef de File des grandes œuvres de transformation sociale qu'appelle notre époque.

Parmi de nombreux acteurs, tant au sein des institutions étatiques, interétatiques que de la société civile mondiale, notre Fédération a toujours alerté sur la baisse continue, durant ces dernières décennies, des capacités intrinsèques d'action de l'UNESCO, du fait, tout particulièrement, du net recul de son financement par ses Etats membres. Cette perte de moyens financiers propres, levier indispensable pour garantir sa capacité d'initiatives dans ses grands domaines de compétence, est allée de pair avec une montée en puissance du financement de l'UNESCO par des sociétés privées. La réalisation de l'essentiel des programmes de l'UNESCO repose aujourd'hui sur le mécénat. Les contributions des Etats membres ne constituant désormais que des apports financiers d'appoint.

En conséquence,

- Faute de moyens financiers, l'UNESCO peine à assumer son rôle originel de creuset et de diffuseur des grandes pensées philosophiques, et à jouer son rôle de carrefour et de rencontre entre grands experts mobilisés sous son égide pour confronter leurs réflexions et leurs analyses sur les problématiques fondamentales de notre temps,
- L'UNESCO est et doit rester la « Maison commune » dans laquelle notre Fédération, à l'image de nombreuses autres composantes de la société civile, a toujours trouvé, de sa création jusqu'à l'orée des années 2000, un havre de paix, et surtout, un formidable tremplin d'éducation à la compréhension et à la citoyenneté internationales. La plus petite salle se loue malheureusement désormais à prix d'or.
- Les liens de coopération que l'UNESCO établit avec la société civile à travers le réseau des Clubs Pour l'UNESCO qu'est la FMACU ne saurait passer par un renforcement accru des rôles des Commissions Nationales dans une perspective de contrôle ou de remplacement des Fédérations Nationales dont l'autonomie doit perdurer.

C'est dans ce contexte global qu'est survenu le conflit entre la Commission Nationale Française Pour l'UNESCO (CNFU) et notre Fédération.

A la suite de nos nombreux messages d'information, d'appel à la mobilisation et de nos rencontres dans les régions fédérales pour contrer cette dérive funeste, chaque adhérent-e, chaque ami-e de la FFPU connaît les méandres et les moments importants de ce conflit, qui n'est pas encore clos...

Nous nous contenterons donc dans ce rapport d'en rappeler l'origine et les éléments les plus significatifs.

La FFPU a courageusement et sereinement défendu sa dignité face aux allégations de « manquements graves », avancées par certains membres de la CNFU, en premier lieu son président, pour justifier leur opération de « nettoyage » (sic) de notre Réseau.

Patiemment, et avec des faits vérifiables par toute personne de bonne foi, nous avons démontré la fausseté, l'une après l'autre, de toutes les accusations portées contre notre Fédération.

L'argument du « changement de nom sans l'accord préalable de la CNFU » ne tient pas un seul instant, quand on sait les précautions d'usage que nous avons scrupuleusement respectées au moment où nous préparions les changements statutaires, débattus et validés par l'AG de mai 2014 à Toulouse. Une délégation de la FFPU conduite par son Président avait été reçue à ce sujet par le Président de la CNFU de l'époque, Jean AUDOUZE. Accueillant très favorablement notre démarche de réforme statutaire, il nous avait donné son accord pour prendre part personnellement à cette importante Assemblée Générale. Promesse qu'il n'a malheureusement pas pu honorer en raison des contraintes de son agenda.

Les supputations de la CNFU sur de prétendues zones d'ombre sur notre gestion des subventions ministérielles sont restées à l'état des rumeurs, du reste vite balayées par notre gestion saine, régulièrement certifiée par notre Commissaire aux Comptes.

Il ne restait plus alors que le fameux argument de l'UNESCO qui aurait donné de nouveaux pouvoirs aux Commissions Nationales pour prendre désormais le contrôle et la gestion directe des Fédérations. L'expertise de notre conseiller juridique a démontré très clairement l'interprétation unilatérale et abusive que le président de la CNFU a fait des recommandations du Conseil Exécutif de l'UNESCO en cette matière.

A ce stade d'un conflit inutile, au préjudice moral et financier énorme pour notre Fédération pour lequel nous n'avons eu de cesse de chercher des solutions, des questions s'imposent :

- Qu'est ce qui explique que ce soit en France que se manifeste un tel zèle de la Commission Nationale à appliquer de prétendus « nouveaux pouvoirs » octroyés par l'UNESCO ? Certes, nous sommes informés de conflits analogues dans d'autres pays, mais qui n'ont pas atteint la même volonté déstabilisatrice de la part des Commissions Nationales de ces pays.
- Si les résolutions de l'UNESCO octroyant de nouveaux pouvoirs aux Commissions Nationales vis-à-vis des Fédérations étaient suffisantes pour fonder la légitimité de reprise en mains des Clubs UNESCO, pourquoi la CNFU a-t-elle eu recours à des calomnies et graves accusations infondées à l'encontre de notre Fédération pour justifier son action de récupération de notre réseau ?
- D'autres questions pourraient être posées. Mais passons, pour en arriver à l'essentiel pour nous aujourd'hui : sortir de ce conflit qui n'aurait dû avoir lieu, si les belles promesses de dialogue et de coopération qui nous avaient été données le 19 janvier 2015 par le président de la CNFU avaient été tenues !

Notre Assemblée Générale des 19, 20 et 21 mai prochains à Amboise, nous donne l'occasion de tirer collectivement tous les enseignements de cette crise, pour tenter de la juguler et aller de l'avant.

Le premier enseignement à retenir de ces mois de mobilisation pour défendre la FFFU tient en ces mots d'une brûlante actualité de Victor HUGO : « Ceux qui vivent, sont ceux qui luttent ! ».

Malgré tous les coups reçus, notre Fédération est là, et bien là, plus que jamais déterminée à diffuser et à promouvoir les idéaux et les valeurs universelles de l'UNESCO dans la fidélité et dans la continuité de l'œuvre éducative de son fondateur Louis FRANÇOIS et de ses successeurs.

Nous avons opposé une riposte à la hauteur de l'œuvre déstabilisatrice du président de la CNFU en nous référant fermement à la grande tradition de liberté et d'autonomie d'actions qui caractérise la vie associative française. Nous avons su réaffirmé avec force le cap militant choisi librement par nos Clubs qui font de notre Fédération un espace de débat, d'éducation à la démocratie, d'apprentissage de la citoyenneté et de transformation sociale pour aller vers un Monde plus juste, équitable et fraternel.

Ce principal enseignement doit constituer notre boussole qui devra nous orienter, contre vents et marées, dans la conduite de la belle aventure citoyenne et humaine qu'offre la FFPU à ses nombreux adhérents et amis.

Le second enseignement, qui découle du premier, c'est l'attachement très fort de nos Adhérents (dans leur diversité) à leur Fédération ! Cet attachement s'est exprimé par leurs mots très inspirés qui ont accompagné leurs signatures de notre Pétition appelant au rejet clair et net de la tentative de récupération du président de la CNFU. La réponse massive à notre Appel à la résistance de nos Clubs, Associations, Centres et Territoires est l'un des signes concrets de la grande vitalité de notre Mouvement. Nous y reviendrons.

Le troisième enseignement, qui est une confirmation de ce que nous savions tous déjà, c'est la grande considération et le respect dont jouit notre Fédération dans le Mouvement Européen et Mondial des Clubs UNESCO. Comme en attestent la lettre unanime de soutien rédigée et signée par toutes les Fédérations européennes à l'initiative de la Présidente de la Fédération Européennes des Associations et Clubs UNESCO (FEACU), les nombreux et chaleureux témoignages de solidarité provenant de différentes régions du Monde et continents (Amérique Latine, Monde Arabe, Afrique...). Ces soutiens nous confortent dans notre combat, en même temps qu'ils soulignent l'important rôle que va continuer d'assumer notre Fédération à l'échelle européenne et internationale.

Toutes ces mobilisations, au plan interne, aux niveaux européen et mondial, sont observées au sein de nos Ministères de tutelle (Education Nationale, Jeunesse et Sports) et au sein même de l'UNESCO, où nous comptons de très nombreux amis.

Notre légitimité, nous l'avons affirmé au cours de nos actions de résistance face aux menées liquidatrices de certains membres de la CNFU. Dans le même temps, cette légitimité, nous la sauvegardons et nous la confortons par nos actions concrètes sur le terrain.

C'est le lieu de saluer à sa juste valeur la belle restitution qui nous est ici faite dans ce clair et concis Rapport d'activités dont la rédaction a été coordonnée par notre dynamique Siège Fédéral.

Nos Adhérents, au niveau de leurs Clubs, Associations, Centre et Territoires, nos Elus dans les diverses instances, nos Représentants dans nos Régions Fédérales, toutes et tous se sont mobilisés pour organiser notre action de résistance par la réalisation de projets concrets sur le terrain, répondant à nos objectifs statutaires. Malgré ce contexte de conflit, qui s'est traduit par une accentuation de la réduction de nos moyens (la subvention octroyée en 2016 par le MEN a été divisée par deux), nous avons réalisé la totalité de notre Programmation fédérale, au prix d'un engagement militant et bénévole multiplié par deux.

C'est en nous appuyant sur ces acquis forts et historiques que nous saurons faire face à nos difficultés de l'heure. Les défis sont en effet nombreux. Nous avons encore beaucoup d'efforts à faire pour mieux clarifier et mieux assumer les charges liées aux mandats et aux missions qui font vivre notre Fédération. Mais le défi le plus immédiat c'est la sauvegarde de notre Fédération au plan financier, le maintien de toutes les missions et de notre Programmation fédérales, et donc aussi, l'existence de notre Siège Fédéral. Au regard de notre situation actuelle, cette tâche ardue

ne pourra se faire qu'en redéfinissant de nouvelles modalités de notre fonctionnement fédéral. Pour imaginer et tracer ce chemin d'un avenir plus serein pour la poursuite de notre dynamique fédérale, sous l'égide du Conseil Exécutif, une Commission composée d'Adhérents, d'Amis et de membres de notre Siège Fédéral a travaillé assidûment de longs mois pour élaborer un schéma d'autofinancement. Il sera présenté et mis en débat à notre Assemblée Générale d'Amboise afin que nous ouvrons à brève échéance une nouvelle dynamique visant une indépendance financière durable pour notre Fédération.

Forte des enseignements à tirer de sa récente histoire, la FFFPU entend prendre toute sa place, aux côtés de ses nombreux partenaires et soutiens de l'Hexagone, en étroite coopération et synergie d'actions avec les Fédérations à l'échelle européenne et mondiale, dans la longue et patiente œuvre citoyenne qui trace en profondeur le sillon des chemins vers le Monde de Demain.

Nous sommes prêts à relever ces beaux défis !

Ardiouma SIRIMA,

Vice-Président de la FFFPU



Yves LOPEZ,

Président de la FFFPU

